

## LA SECURITE SOCIALE EN EQUILIBRE PRECAIRE

## Un excédent de 27,6 milliards de dinars grâce à la CNAC

**Le ministre du Travail et de la Sécurité sociale, M. Tayeb Louh, s'est déclaré, hier lors d'un point de presse, en faveur de la présentation du budget du système de la sécurité. Ce dernier, équilibré dans son ensemble, a affiché, grâce aux excédents dégagés par le régime d'assurance-chômage géré par la CNAC, un surplus de 27,6 milliards de dinars en prévision de clôture pour 2004.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Cela même si, selon le ministre de la Sécurité sociale, la situation en matière d'équilibre financier diffère d'une caisse à l'autre. En effet, si la CNAC dégage des excédents appréciables (69 milliards de dinars, grâce au nouveau dispositif 35-50 ans), il n'est pas de même pour la CNAS, la CNR et la CASNOS qui connaissent des équilibres

très fragiles. A ce titre, la CNAS affiche un excédent pour 2004 de 3,59 milliards de dinars et un surplus, prévisionnel pour 2005, estimé à 0,45 milliard de dinars.

A ce propos, M. Louh a indiqué que les recettes du système général (cotisations) ont augmenté entre 2000 et 2004 de 62,8% dont 53,4% dans l'administration, 32,3% dans le secteur public économique et 11,6% pour le secteur privé. Ce faisant, les dépenses du système ont augmenté durant la même période de 66%.

En effet, en matière d'assurance maladie, le poids des dépenses de remboursement de médicaments (40 milliards de dinars) et du forfait hôpitaux (27,02 milliards de dinars) est en hausse constante. Dans ce sens, les dépenses de médicaments ont doublé entre 2000 et 2004 et représentent le plus important poste, soit 34,2% des dépenses de la CNAS.

Par contre, le forfait hôpitaux a augmenté de 31,5% entre 2000 et 2004 et représente 23% des dépenses de la

CNAS. Toutefois, ce forfait, évalué à titre prévisionnel à 35 milliards de dinars pour 2005, est appelé à disparaître en 2006, du fait de l'entrée en vigueur depuis le 1er janvier écoulé de la contractualisation des relations entre ce système et les établissements publics de soins.

A ce sujet, il a évoqué notamment l'établissement d'un fichier national des assurés sociaux et l'élaboration prochaine d'un texte révisant les marges bénéficiaires des médicaments dans le but d'encourager la production et l'importation des médicaments génériques, moins coûteux, sur la base d'une meilleure maîtrise du marché des médicaments.

De ce fait, Tayeb Louh a plaidé la nécessité d'accélérer, de manière «progressive, constante et sans aucune précipitation», la réforme de ce système dans le but de réaliser des recettes supérieures aux dépenses, préserver à terme cet équilibre et notamment le surplus de la CNAS et assurer de meilleures prestations de soins et remboursement des médicaments essentiels. Cela, outre la centralisation au niveau d'une caisse spécifique de la fonction de recouvrement des cotisations, en maîtrisant mieux les dépenses, en combattant la fraude et inspectant et en gérant mieux les caisses de Sécurité sociale dont la com-

posante des conseils d'administration sera réorganisée et représentative du gouvernement et des partenaires sociaux et économiques. Par ailleurs, le système de retraite connaît, selon Tayeb Louh, un équilibre financier très fragile qui l'oblige à recourir quasi systématiquement aux excédents dégagés par la branche retraite anticipée, de l'ordre de 8 milliards de dinars.

En outre, le dispositif de retraite proportionnelle et sans condition d'âge après 32 ans d'activité, dont le nombre de bénéficiaires cumulé à fin décembre 2004 a atteint 243 756, pèse lourdement sur l'équilibre financier de la CNR. Soit, l'impact de ce dispositif sur les charges de la CNR qui est évalué à 141,6 milliards de dinars sur la période 1997-2004, avec un ratio de 2,8 cotisants pour un retraité en septembre 2004.

Dans ce cadre, le ministre de tutelle a prôné la nécessité de la création d'un fonds de réserves et d'une gestion rationnelle et équilibrée de cette caisse même si «il n'existe pas actuellement de problèmes». Cela étant, les revalorisations successives opérées depuis 2000 ont permis d'augmenter le montant des retraites de plus de 30% pour les pensions antérieures à 1992 et de plus de 20% pour celles postérieures à cette date. Dans un autre ordre d'idées, le ministre du Travail a plaidé la nécessité de la privatisation rapide des entreprises publiques compétitives,

mais le but de ne pas grever plus le Trésor public. Citant à ce propos le cas de 228 EPE en quasi-faillite car accusant un retard de 6 à 12 mois dans le paiement des salaires pour un effectif concerné de 21872 travailleurs.

D'autre part, il a indiqué que les offres de reprise des EPE, soumises au CPE, permettent de sauvegarder environ 24000 postes d'emploi et d'en créer 23 000 nouveaux. Cela étant, Tayeb Louh a qualifié le climat social de 2004 de «calme», grâce au dialogue social engagé avec l'UGTA et 14 organisations syndicales, et la compréhension des partenaires sociaux, indiquant la régression des arrêts de travail dont le nombre a été l'année dernière de 45.

Et ce, pour des revendications concernant particulièrement la question des rémunérations (revalorisation salariale et régime indemnitaire), en attendant la nouvelle loi portant statut général de la Fonction publique.

Un droit de grève, certes reconnu par la Constitution et exercé dans le respect strict de la loi, mais qui, cependant, ne constitue plus le moyen privilégié pour le règlement des conflits de travail. Cela, en se prévalant tant du changement de vision de l'Organisation internationale du travail à ce sujet que de l'évolution socioéconomique mondiale, le droit à la grève devant s'accommoder des exigences de la flexibilité, des délocalisations d'entreprises et de la

nécessité d'une bonne culture syndicale. A indiquer que ces dossiers de la retraite, des mutuelles et des allocations familiales, ainsi que la révision, pour plus de flexibilité, des lois relatives aux relations de travail feront, selon M. Louh, l'objet de l'examen de la prochaine rencontre tripartite entre le gouvernement, le patronat et la Centrale syndicale.

C. B.

## Indicateurs économiques globaux pour 2004 (en prévision de clôture) :

**Des réserves de change de 41,5 milliards de dollars, soit près de deux années d'importation en biens et services.**

**Baisse du ratio du service de la dette qui est estimé à 15%.**

**Baisse de l'encours de la dette à environ 20 milliards de dollars soit 24% du PIB. Une croissance du PIB prévisionnelle entre 5 et 6%. Une inflation de l'ordre de 2,6% ou plus.**

**Hausse de +8% de la masse des rémunérations des salariés à 1220,1 milliards de dinars. Les revenus des indépendants sont passés à 1315,4 milliards de dinars.**

**Les transferts sociaux (sécurité sociale plus transferts de l'Etat) sont passés à 619,1 milliards.**

C. B.

**Le ministre du Travail a indiqué lors de ce point de presse que le revenu disponible des ménages s'est accru de près de 9% en 2004 avec une poursuite, confirmée d'année en année, de la tendance à la baisse du taux de chômage. Un taux inférieur à 22% selon les statistiques de l'ONS et conformément à la méthodologie de calcul du BIT, et inférieur à 17% en intégrant l'activité informelle sur la base de l'approche de l'Organisation arabe du travail. Une baisse du chômage due, selon Tayeb Louh, aux effets du PSRE, aux résultats enregistrés dans le secteur de l'agriculture, aux bonnes performances du BTPH qui enregistre une croissance de 7,7% et à l'amélioration du climat général de l'investissement qui enregistre une croissance de +9,5%.**

C. B.

**En 2003, sur 5129 organismes employeurs visités par l'inspection du travail, 6314 travailleurs n'étaient pas déclarés, soit près de 35% des effectifs employés.**

**Le nombre global de travailleurs étrangers recensés en 2004 est estimé à 12 565 occupés dans 616 entreprises tous secteurs confondus.**

**A l'issue de contrôles effectués auprès de 493 entreprises, 615 PV d'infractions ont été établis pour défaut de permis de travail.**

C. B.

## APRES L'ECHEC DE LA PREMIERE TENTATIVE

## La seconde opération de déséchouage du "Batna" cette semaine

La prochaine opération de déséchouage du *Batna* devrait intervenir d'ici à la fin de la semaine, a-t-on appris de source proche de la CNAN. Cette seconde opération du genre fait suite à l'échec de la première qui a eu lieu mercredi dernier. Selon notre source, "l'échec de la première tentative de déséchouage a été provoqué par les mauvaises conditions atmosphériques qui ont marqué la fin de semaine dernière".

En effet, les mauvaises conditions météorologiques marquées notamment par des vents violents ont joué en défaveur de l'opération de remorquage. A noter que cette opération de déséchouage est menée par trois remorqueurs qui ont tenté durant des heures de tirer le navire vers le large. Or, les grands vents de mercredi dernier qui ont soulevé de fortes vagues ont poussé le *Batna* vers la plage les Sablettes.

A la fois puissant et fort avec ses 25 000 tonnes, le *Batna* repose droit sur sa coque à même le sable, immergé d'environ cinq mètres. Des opérations de débarrassage du navire ont déjà commencé avec les moyens propres du navire, c'est-à-dire ses pompes et

ses instruments de levage, mais aussi avec des moyens extérieurs. A noter que la première opération de son déséchouage a eu lieu il y a de cela une vingtaine de jours. Or, les vagues étaient tellement fortes et puissantes que les cordes avec lesquelles les bateaux remorqueurs tiraient le navire vers le large se sont rompues, provoquant ainsi le premier échec de l'opération, à la grande déception des autorités concernées. Ces derniers espéraient, faut-il le souligner, récupérer le navire sans grands dommages, du fait que seul le gouvernail a été détérioré par la tempête du 14 novembre dernier.

A signaler que, depuis cette date, "un camp a été installé au niveau de la plage les Sablettes, dans lequel ont trouvé place tous les acteurs directement concernés par cette affaire. Ceci étant, à en croire notre source, le navire une fois déséchoué, sera directement transféré vers le port de Béjaïa pour subir des réparations. A cet effet, on n'exclut pas qu'une fois tout ce processus réussi, le *Batna* sera proposé à la vente par voie d'appel d'offres national et international".

A. B.

## CONFERENCE NATIONALE DES UNIVERSITES

## Mesures importantes en direction des enseignants

Une conférence nationale des universités aura lieu aujourd'hui au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Présidée par le premier responsable de ce département, le Pr. Rachid Harraoubia, cette rencontre verra la participation de tous les acteurs et principaux dirigeants de la communauté universitaire : recteurs, directeurs de centres universitaires, directeurs d'écoles et d'instituts nationaux.

Les représentants des syndicats universitaires et des associations étudiantes seront également présents. Selon nos informations, cette réunion de travail sera une occasion pour le ministre de l'Enseignement supérieur d'annoncer "d'importantes mesures en faveur des enseignants pour l'amélioration de l'exercice de leur travail, que ce soit sur le plan pédagogique ou professionnel".

Le plan quinquennal du développement pour tout le secteur sera aussi exposé lors de cette journée. Un plan qui a été élaboré et bâti sur les propositions des différents responsables du département Harraoubia. "Après que le ministre ait soumis ce plan quinquennal, ces directeurs seront amenés à gérer leurs structures en s'y référant à celui-ci", a souligné notre source.

En somme, cette journée d'étude sera la première approche pour ces responsables avec les nouvelles directives et approches pour "une meilleure gestion" du secteur. D'autres questions seront aussi à l'ordre du jour.

Les derniers événements qui ont secoué la faculté des sciences politiques et des relations

internationales (ex-ITFC) seront abordés en marge de cette journée de travail. Le ministre, lors du coup d'envoi des deux journées d'étude sur l'organisation des études postgraduates en sciences médiales, mardi dernier, a souligné que cette question sera abordée demain. Il est à rappeler que depuis plus de dix jours, les étudiants, notamment ceux de l'ITFC ont été fortement perturbés dans leurs cours.

Il est à rappeler qu'un vaste mouvement de protestation a démarré le 13 décembre dernier après l'arrestation de Merzouk Hamitouch. Cet étudiant de 3<sup>e</sup> année de sciences politiques a été appréhendé ce jour-là à l'entrée de l'ITFC. Sous mandat de dépôt, il est incarcéré depuis à la prison d'El-Harrach.

Des poursuites judiciaires ont été lancées également contre cinq autres étudiants. C'est suite à une plainte déposée contre X par le directeur de la cité universitaire de Ben-Aknoun pour "destruction de biens publics" que ces démarches judiciaires ont été entamées. En signe de solidarité, les étudiants ont organisé un vaste mouvement de protestation dans les différents campus universitaires.

Durant la nuit de lundi à mardi (10-11 janvier), vingt étudiants dont deux filles ont été arrêtés aux environs de 21h à l'enceinte de l'institut. Depuis, au total 36 universitaires sont poursuivis judiciairement. Aussi, le 7 février prochain, il est prévu une grève générale après l'appel du Conseil national des enseignants du supérieur pour dénoncer «la violation des franchises universitaires».

Meriem Ouyahia